



L'Europe et la 5G : le cas Huawei

CLIQUEZ ICI POUR
DÉCOUVRIR CETTE PUBLICATION



Paris, le 29 mai 2019 – La décision prise par Donald Trump le 15 mai dernier – interdire aux entreprises américaines de commercer avec Huawei – est un coup de tonnerre dont les répercussions dépassent de très loin la confrontation sino-américaine. Inéluctablement, les entreprises européennes seront placées devant les mêmes choix, et l'offre 5G de l'équipementier chinois peut soudain poser un dilemme beaucoup plus délicat. La France a privilégié une approche réglementaire visant à préserver la sécurité des données sensibles par des mesures administratives. Ni sa législation, ni les règles européennes ne permettent d'écarter explicitement une entreprise en dehors d'un cadre très limitatif de sanctions. Est-ce suffisant ? L'Institut Montaigne a souhaité porter le débat à une échelle européenne, avec la conviction que

c'est bien sous ce prisme que le déploiement de la 5G mérite d'être considéré. Le dilemme de plus en plus grand autour de Huawei révèle en effet les insuffisances européennes dans les réseaux digitaux.

La note [*L'Europe et la 5G : le cas Huawei*](#), co-signée par Mathieu Duchâtel et François Godement, respectivement directeur du programme Asie et conseiller pour l'Asie de l'Institut Montaigne, part du constat d'une Europe avançant en ordre dispersé. Invoquant la nécessité d'agir de manière plus coordonnée à l'échelle de l'Union européenne (UE) et dans le respect du principe de précaution face à un géant hors normes à tous points de vue, cette note formule quatre propositions qui visent à favoriser des solutions européennes pour la construction de l'infrastructure 5G. Une carte interactive a été construite pour ce travail et révèle, pour 30 pays européens, l'état du déploiement de la 5G et de la pénétration de Huawei. Cette carte confirme la dispersion d'une Europe qui, si nous souhaitons bénéficier des promesses de la 5G et éviter le décrochage de pans entiers de nos économies, doit urgemment adopter une approche moins défensive et plus ambitieuse.

“La controverse Huawei ne doit pas nous détourner d'un enjeu crucial : la construction de l'infrastructure 5G offre à l'Europe une occasion de consolider une offre technologique et industrielle et de constituer ainsi l'un des outils pour une souveraineté européenne”, Mathieu Duchâtel et François Godement.

Huawei, fer de lance du techno-nationalisme chinois

Des liens étroits avec la colonne vertébrale du système politique chinois. La structure de propriété de Huawei suggère un contrôle indirect du Parti. En matière de financement, la China Development Bank (CDB) admet sans difficulté une relation privilégiée avec Huawei, ce qui peut expliquer que **l'entreprise domine l'équipement des réseaux mobiles 4G chinois alors que ses coûts sont supérieurs de 25 %, en Chine, à ceux d'un concurrent comme Ericsson**. Nulle surprise donc lorsque l'État chinois s'implique directement dans la défense de Huawei contre les attaques que l'entreprise subit. Une certaine culture d'entreprise louant la prise de risque et le *eat what you kill* (que cristallise la métaphore de la "culture loup" introduite par le fondateur de Huawei pour motiver ses employés), le champ lexical martial dont se dote la communication interne de l'entreprise ("levons un verre lorsque nous remportons un succès, défendons-nous au prix de notre vie lorsque nous subissons une défaite") et son imagerie communiste, achèvent de suggérer la correspondance entre le succès de Huawei et les ambitions de Xi Jinping pour la Chine.

Un changement de registre à l'international, qui peine à camoufler les failles et les risques de l'offre Huawei. Le discours se métamorphose lorsque formulé à l'international : en Europe, où les efforts de Huawei en matière de relations publiques sont colossaux (**en 2013, il était dit qu'elle était la multinationale dépensant le plus en lobbying à Bruxelles, avec un montant de 2,19 millions d'euros déclaré en 2017**), le président du Conseil d'administration proclame ainsi sa "confiance dans l'ouverture et l'innovation". Malgré ces efforts réputationnels et de persuasion, et bien que les preuves manquent souvent pour affirmer de manière irrévocable que Huawei a pu se rendre complice d'actes de cyberespionnage, les arguments utilisés dans les principales affaires récentes sont peu convaincants et suggèrent l'affirmation suivante : Huawei ne pourrait pas s'opposer à une action de pénétration ou de sabotage par les services chinois.

Face à la 5G, une Europe en ordre dispersé

Une fragmentation des marchés nourrissant le risque d'un décrochage technologique. Si les actions menées par l'UE dans le secteur des télécommunications ont été favorables aux consommateurs (baisse des coûts), elles se font **au prix d'une faible capacité d'investissement et d'une maîtrise insuffisante de la norme 5G elle-même**. L'Europe a perdu le *leadership* dans la constitution de la norme 5G, présageant de la possibilité d'un véritable décrochage européen. L'Europe est en panne d'investissements et de planification collective des infrastructures 5G : seuls cinq pays nordiques ont pu présenter un projet de réseau collectif.

Des divergences de perception du cas Huawei. Comme le donne à voir [la carte interactive construite pour cette note](#), la nature du débat public sur la présence de l'entreprise et l'avance prise par Huawei dans la pénétration des marchés nationaux varient fortement d'un pays à l'autre. Il est impératif de souligner que le principe de précaution, qui apparaît pourtant impérieux, est loin d'être appliqué partout. Plus encore, les polémiques rythmant l'actualité de Huawei font oublier l'existence de solutions européennes à l'infrastructure 5G. **Le bon positionnement d'entreprises comme Ericsson ou Nokia (à elles deux, elles représentent près de 50 % du marché mondial des équipements 2G/3G/4G) doit être en cela rappelé.**

La 5G, une infrastructure critique européenne

PROPOSITION 1 : Considérer la 5G comme une infrastructure critique au service de la souveraineté européenne

→ *Au nom de la protection des données, de la promotion d'une autonomie de décision politique et de la construction d'un environnement minimisant les risques pour les entreprises, réduire ou équilibrer la dépendance à l'égard des fournisseurs extérieurs.*

PROPOSITION 2 : Agir en fonction du principe de précaution

→ *Écarter Huawei des infrastructures à risque, même si l'entreprise reste un aiguillon concurrentiel utile dans certains cas. L'Europe peut choisir de soutenir activement ses propres entreprises, ou les compléter avec d'autres entreprises non européennes - qui seront toujours plus contrôlables que Huawei.*

PROPOSITION 3 : Approfondir les efforts défensifs

→ *Former des personnels qualifiés, renforcer les ressources humaines dans les États membres moins bien dotés, promouvoir à l'échelon européen des pratiques communes, soutenues par les États membres les plus avancés dans leur processus de certification des équipements 5G, et mutualiser la R&D en matière de sécurité des réseaux.*

PROPOSITION 4 : Soutenir un écosystème favorable à la compétitivité technologique en Europe

→ *S'appuyer sur nos champions européens et sur leur accès au marché et aux fournisseurs américains, repenser les aspects de norme et de régulation des équipements, aller plus loin dans le soutien à la R&D, favoriser l'émergence de champions européens dans le cloud, protéger, au nom de l'autonomie industrielle européenne, les équipementiers contre le risque d'acquisition, et investir de manière robuste dans les infrastructures permettant à nos champions de s'étendre.*

**CLIQUEZ ICI POUR
DÉCOUVRIR CETTE PUBLICATION**



Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).
Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#).

Contact presse : Claire Lemoine, chargée de communication
01 53 89 05 76 - clemoine@institutmontaigne.org

À propos de l'Institut Montaigne :

Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 5,7 millions d'euros (estimation 2018). À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.